

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**CONVOCATION****ASSEMBLEE D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS****CŒURFOREST 2**

Groupement Forestier d'Investissement  
Société civile à capital variable  
au capital initial de 842.550 euros  
Siège social : 135, avenue de Wagram – 75017 PARIS  
932 396 153 R.C.S PARIS  
(la « **Société** » ou le « **GFI** »)

**Avis de convocation**

Les associés du GFI CŒURFOREST 2 sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire  
le mercredi 19 novembre 2025 à 11h30 au siège social du GFI  
(135, avenue de Wagram – 75017 PARIS)

*Ordre du jour*

- Modification des articles 6.2 (CAPITAL SOCIAL – Capital social maximum statutaire) et 8 (AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL) des statuts de la Société ;
- Rectification d'une erreur matérielle relative au capital social minimum de la Société ;
- Rectification d'une erreur matérielle relative à la date de clôture du premier exercice social ;
- Souscription aux engagements de gestion durable des articles 793.1.3°.b du Code général des impôts et L.124.1 à L.124.4 du Code forestier ;
- Prise d'acte de la modification corrélative de la note d'information ;
- Pouvoirs pour les formalités légales.

*Texte des résolutions***PREMIÈRE RÉSOLUTION**

*Modification des articles 6.2 (CAPITAL SOCIAL – Capital social statutaire) et 8 (AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL) des statuts de la Société*

L'Assemblée Générale décide de modifier les articles 6.2 (CAPITAL SOCIAL – Capital social maximum statutaire) et 8 (AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL) des statuts de la Société comme suit :

- Modification de l'article 6.2

ANCIENNE REDACTION**« ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL**

[...]

**6.2 Capital social maximum statutaire**

*Le capital social maximum statutaire qui constitue le maximum au-delà duquel les nouvelles souscriptions ne pourront être reçues, sauf décision des Associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, est fixé à quatre millions cinq cent mille euros (4 500 000 €), divisé en trente mille (30 000) parts de cent cinquante euros (150 €) de valeur nominale chacune.*

*Il n'existe aucune obligation d'atteindre le montant du capital social maximum statutaire.»*

NOUVELLE REDACTION**« ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL**

[...]

## **6.2 Capital social maximum statutaire**

*Le capital social maximum statutaire qui constitue le maximum au-delà duquel les nouvelles souscriptions ne pourront être reçues, sauf décision des Associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, est fixé à **onze millions trois cent vingt-cinq mille neuf cents euros (11.325.900 €)**, divisé en **soixante-quinze mille cinq cent six (75.506) parts** de cent cinquante euros (150 €) de valeur nominale chacune.*

*Il n'existe aucune obligation d'atteindre le montant du capital social maximum statutaire. »*

- Modification de l'article 8

### ANCIENNE REDACTION

#### **« ARTICLE 8. AUGMENTATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL**

*La Société de Gestion est autorisée statutairement à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social pour le porter à un montant maximal de quatre millions cinq cent mille euros (4 500 000 €), divisé en trente mille (30 000) parts de cent cinquante euros (150 €) de valeur nominale chacune, sans qu'il y ait toutefois obligation quelconque d'atteindre ce montant dans un délai déterminé. [...] »*

### NOUVELLE REDACTION

#### **« ARTICLE 8. AUGMENTATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL**

*La Société de Gestion est autorisée statutairement à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social pour le porter à un montant maximal de **onze millions trois cent vingt-cinq mille neuf cents euros (11.325.900 €)**, représenté par **soixante-quinze mille cinq cent six (75.506) parts** de cent cinquante euros (150 €) de valeur nominale chacune, sans qu'il y ait toutefois obligation quelconque d'atteindre ce montant dans un délai déterminé. [...] »*

Le reste de l'article 8 demeure inchangé.

## **DEUXIÈME RÉSOLUTION**

*Rectification d'une erreur matérielle relative au capital social minimum de la Société*

L'Assemblée Générale constate que le capital social minimum de la Société, indiqué sur l'extrait d'immatriculation (kbis), est d'un montant de mille cinq cents euros (1 500 €), tandis que l'article 8 des statuts de la Société rappelle que le capital social de la Société ne peut « *en aucun cas, être ramené en deçà du minimum légal de sept cent soixante mille euros (760.000 €)* ».

Par conséquent, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Gérant de la Société afin de procéder aux formalités légales permettant de rectifier ladite erreur matérielle sur le kbis de la Société, qui devra donc mentionner un capital social minimum à sept cent soixante mille euros (760 000 €).

## **TROISIÈME RÉSOLUTION**

*Rectification d'une erreur matérielle relative à la date de clôture du premier exercice social*

L'Assemblée Générale prend acte du fait que le procès-verbal des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 08 octobre 2024 comporte une erreur matérielle relative à la date de clôture du premier exercice social de la Société.

En effet, ledit procès-verbal du 08 octobre 2024 indique que la date de clôture du premier exercice social de la Société sera fixé au 31 décembre 2024, tandis que les statuts mis à jour à cette même date mentionnent que le « *premier exercice débutera lors de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et s'achèvera le 31 décembre 2025* ».

Par conséquent, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Gérant de la Société afin de procéder aux formalités légales permettant de rectifier ladite erreur matérielle sur le kbis de la Société, qui devra donc mentionner une date de clôture du premier exercice social au 31 décembre 2025.

#### **QUATRIÈME RÉOLUTION**

*Souscription aux engagements de gestion durable  
des articles 793.1.3°.b du Code général des impôts et L.124.1 à L.124.4 du Code forestier*

L'Assemblée Générale autorise la Société de Gestion à prendre, tant pour le compte du GFI que pour ses associés et leurs ayants-cause, les engagements suivants :

- Appliquer, de manière continue, aux bois et forêts détenus par un associé, pendant une durée minimale de trente (30) ans à compter de chaque transmission de parts à titre gratuit ou par succession, l'une des garanties de gestion durable prévues aux articles L.124-1 à L.124-4 et à l'article L.313-2 du Code forestier ;
- En cas de détention de friches ou de landes, procéder à leur reboisement, dans un délai de cinq (5) ans suivant la délivrance du certificat visé à l'article 793.1.3°.a du Code général des impôts, puis les soumettre au régime prévu au b du 2° du 2. du même article ;
- En cas de détention de terrains pastoraux, les soumettre pendant une durée de trente (30) ans à un régime d'exploitation normal ou, à défaut, procéder à leur reboisement.

En outre, l'Assemblée Générale confère mandat au Gérant afin de délivrer, à première demande de tout héritier, légataire ou donataire de parts de la Société, tout document attestant de la souscription des engagements visés ci-dessus.

#### **CINQUIÈME RÉOLUTION**

*Prise d'acte de la modification corrélative de la note d'information*

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale prend acte du fait, qu'en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, la Société de Gestion (SOGENIAL IMMOBILIER) procèdera aux modifications corrélatives de la note d'information.

#### **SIXIÈME RÉOLUTION**

*Pouvoirs pour les formalités légales*

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal, afin d'accomplir toutes les formalités légales prescrites par la Loi.